

RE-PROTECTION: BARRER LA ROUTE À LA DÉRÉGLEMENTATION AU NIVEAU EUROPÉEN

LES RÉGLEMENTATIONS SONT LÀ POUR NOUS PROTÉGER. NOUS DEVONS LES DÉFENDRE.

Au cours de la dernière décennie, les personnels politiques européens se sont attaqués aux systèmes de protection dont beaucoup de gens dépendent. Et le Brexit ne va faire qu'aggraver les choses.

Récemment, en matière de politiques européennes, les intérêts des grandes entreprises sont passés devant les besoins des peuples et de l'environnement. Les règles qui visaient à nous protéger ainsi que les lieux et les territoires auxquels nous tenons ont été présentés comme des « entraves » à l'économie et ils sont désormais attaqués de toutes parts. Ceci n'est pas arrivé par hasard.

À quoi sert l'Europe ? Sur l'ensemble du continent les gens commencent à se poser cette question. À l'origine du projet européen l'idée était que les européens devraient être traités sur un pied d'égalité et que leurs libertés fondamentales devraient être garanties. Mais lorsque nous avons commencé à laisser les intérêts des entreprises prendre le pas sur ceux des peuples nous nous sommes peu à peu éloignés des valeurs qui avaient amené à la fondation de l'Europe.

Les réglementations assurent la protection de nos libertés fondamentales : pour nous épanouir nous avons tous besoin d'air propre, d'un environnement sain, et de conditions de travail décentes. La déréglementation est allée trop loin. Nous devons revenir à une Europe qui place les droits des peuples au devant : où les réglementations sont respectées, valorisées et renforcées.

Il nous faut re-protéger les peuples et la planète.

UNE SOIT-DISANT 'MEILLEURE RÉGLEMENTATION'...

Au cours de la dernière décennie, l'Europe s'est embarquée dans un programme dangereux de déréglementation. Ils l'ont appelé "meilleure réglementation". Mais il n'a rien de "meilleur".

La « meilleure réglementation » est apparue à la Commission Européenne au début des années 2000 avec l'objectif modeste d'identifier les réglementations inutiles. Mais au fil des ans son étendue et ses ambitions ont évolué, tout comme ce qui s'en est dit. La "meilleure réglementation" consiste à présent à éliminer les coûts que les réglementations font « peser » sur les entreprises. C'est devenue une croisade idéologique de courte vue et dépassée. Suivant le chemin emprunté par le Royaume-Uni, la réglementation nécessaire pour assurer la protection des peuples et de la planète est désormais soumise à un processus de contrôle permanent, impliquant une série de mécanismes bureaucratiques de « meilleure réglementation » aux conséquences néfastes, révélés en mai 2015.

Le programme de « meilleure réglementation » s'est jusque là cassé les dents dans sa tentative de porter atteintes aux directives vitales à la protection des oiseaux, des habitats et de l'air. Seulement parce qu'un tollé général l'en a empêché. Et régulièrement encore, les lobbyistes échouent à aller aussi loin qu'ils le voudraient en matière de régulation. Ce qui ne veut pas dire

qu'ils renoncent. Et maintenant que le discours présentant les réglementations comme des poids est devenu monnaie courante, il est de plus en plus difficile pour des nouvelles réglementations visant à nous protéger d'être prises en considération, encore moins d'entrer en vigueur.

Le Royaume-Uni a été à la pointe de cette dynamique. Mais malheureusement pour l'Europe, le Brexit ne marque pas la fin de la déréglementation. Le Royaume-Uni peut encore tenter d'exercer une pression sur l'Union Européenne pour qu'elle affaiblisse encore ses normes dans la perspective d'un accord commercial à venir. Pire encore, un nombre significatif de procédures ont été mises en place à Bruxelles pour garantir le maintien de l'agenda de déréglementation pour les années à venir.

2019: UNE OPPORTUNITÉ

En 2019, l'Europe élira de nouveaux ses parlementaires (Membres du Parlement Européen, MPE). Ceux-ci doivent nous promettre qu'ils vont résister à la déréglementation et l'y substituer une autre vision du projet européen : re-protéger les peuples et la planète, ne plus placer les intérêts des entreprises au dessus. La Commission Européenne ne sent actuellement pas assez de pression pour changer de paradigme et s'engager dans une dynamique plus responsable et tournée vers l'avenir. Depuis trop longtemps, les personnels politiques regardent ailleurs pendant que les grosses entreprises réécrivent les règles à leur avantage. À l'approche d'élections européennes plus qu'importantes, il est temps de changer ça.

NOTRE PROJET : RE-PROTECTION : BARRER LA ROUTE À LA DÉRÉGLEMENTATION AU NIVEAU EUROPÉEN

Le European Environment Bureau et la New Economics Foundation ont décidé de s'allier autour d'un nouveau projet visant à construire une réponse unitaire de la société civile pour contribuer à mettre en place une nouvelle vision positive de la réglementation. Nous voulons convaincre les nouveaux parlementaires européens que l'avenir de l'Europe passera par le renoncement à ces politiques de déréglementation. C'est un droit démocratique pour la société que de promouvoir et de renforcer les règles qui garantissent nos droits fondamentaux dans nos systèmes économiques. Nous devons redéfinir ce qu'une vraiment meilleure réglementation veut dire : basée sur des principes, et faite dans l'intérêt des peuples, de la planète, des sans-voix, des entreprises responsables, et des générations futures.

ENTRER EN CONTACT

Nous voulons construire une grande coalition de la société civile à travers l'Europe pour soutenir et relayer notre campagne.

Pour en savoir plus, contactez David Powell, New Economics Foundation:

david.powell@neweconomics.org / 0044 (0)20 7820 6362